

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activité de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes Cedex

Prouvy, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TREMOIS

109 rue du Faubourg Saint Honoré
75008 Paris

Références : 2025-V1-254
Code AIOT : 0007003162

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2025 dans l'établissement TREMOIS implanté 2, rue Jean Monnet Route Départementale D21 59360 Le Cateau-Cambrésis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TREMOIS
- 2, rue Jean Monnet Route Départementale D21 59360 Le Cateau-Cambrésis
- Code AIOT : 0007003162
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Trémois est implantée depuis 2003 au lieu dit « Le Pont à Capelle », au sud de la commune de Le Cateau-Cambrésis dans une zone dédiée aux activités industrielles, tertiaires et de services. Cet équipementier automobile fabrique notamment des tapis d'habitacle et des éléments insonorisant du plancher. Il emploie sur site environ 150 personnes en CDD et CDI. Les activités de Trémois sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 03/03/2011 modifié le 26/11/2014 et sont soumises à autorisation pour les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- 1185-B-1 : emploi de diisocyanate diphenylméthane (MDI) ;
- 2311-1 : traitement de fibres par cardage/aiguilletage (lignes C10 et C18) ;
- 2330-1 et 3620 : traitement de fibres par enduction/imprégnation (lignes C16) ;
- 2660 et 3410-h : fabrication de polyuréthane (polymère).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Fiche de données sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article Titre IV	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractéristiques des points de rejet atmosphériques	AP Complémentaire du 03/03/2011, article 3.2.3	Levée de mise en demeure
2	Évent de vase d'expansion	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 10.3	Levée de mise en demeure
3	Ressource en eau et en émulseur	AP Complémentaire du 03/03/2011, article 7.5.3	Levée de mise en demeure
4	Bassin de confinement	AP Complémentaire du 03/03/2011, article 7.5.6.1	Levée de mise en demeure
5	Dispositions constructives des bâtiments et locaux	AP Complémentaire du 03/03/2011, article 7.2.2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le respect des dispositions des arrêtés de mise en demeure des 16 novembre 2021 et 22 juin 2022. Ces mises en demeure peuvent donc être considérées comme levées. Un constat relatif à la gestion des produits chimiques a conduit l'inspection des installations classées à formuler une demande d'action corrective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques des points de rejet atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/03/2011, article 3.2.3				
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques				
Prescription contrôlée :				
	H a u t e u r minimale en m	Diamètre en m	Débit maximal nominal en Nm ³ /h	V i t e s s e minimale d'éjection en m/s
conduit n°1	10	1.05	48 000	13
conduit n°2	10	1.05	47 000	13
conduit n°3	10	1.05	48 000	13
conduit n°4	10	1.05	50 000	13
conduit n°5	14	0.66	11 000	8
conduit n°6	14	0.6	12 000	8
<p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Arrêté préfectoral du 16 novembre 2021:</p> <p>Article 1er :</p> <p>La société TREMOIS exploitant une installation de fabrication d'équipements automobiles sise 2, rue Jean Monnet sur la commune de LE CATEAU CAMBRESIS, ci-après désigné l'exploitant, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2011 tel que modifié par l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2014 en respectant les valeurs limites d'émission en débit pour le point de rejet n°1 (ASC) dans un délai n'excédant pas quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>				
Constats :				
Par arrêté préfectoral du 16 novembre 2021, l'exploitant a été mis en demeure de respecter le				

débit maximal de rejet pour le conduit n°1 de 42 000 m³/h.

L'exploitant a transmis un extrait du rapport APAVE 134477254-001-1 relatif aux mesures de débit effectuées le 25 novembre 2024. La valeur moyenne du débit mesurée est de 32 230 m³/h. La limite de 42 000 m³/h est donc respectée.

Il y a lieu de considérer que les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2021 sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Événement de vase d'expansion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 10.3

Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet d'événement

Prescription contrôlée :

a) Les dispositions ci-après visent le générateur seul s'il est dans un local distinct de celui des échangeurs et l'ensemble de l'installation si le générateur et les échangeurs sont dans le même local.

Le liquide organique combustible est contenu dans une enceinte métallique entièrement close, pendant le fonctionnement, à l'exception de l'ouverture des tuyaux d'événement.

Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion ouvert, un ou plusieurs tuyaux d'événement fixés sur le vase d'expansion permettent l'évacuation facile de l'air et des vapeurs du liquide combustible. Leur extrémité est convenablement protégée contre la pluie, garnie d'une toile métallique à mailles fines, et disposée de manière que les gaz qui s'en dégagent puissent s'évacuer à l'air libre à une hauteur suffisante, sans refluer dans les locaux voisins ni donner lieu à des émanations gênantes pour le voisinage. [...]

Arrêté préfectoral du 16 novembre 2021

Article 5 :

L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 10.3 de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 en mettant en œuvre un point de rejet en toiture conforme aux dispositions réglementaires pour l'événement du vase d'expansion des dispositifs de thermorégulation dans un délai n'excédant pas quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir procédé au changement de fluide caloporteur pour son installation par le fluide SONITHERM S dont le point éclair est de 185 °C. Le fluide utilisé est désormais utilisé en dessous de sa température de point éclair. Ainsi, l'installation n'est plus visée par la sous-rubrique 2915-1 mais 2915-2. Le seuil du régime de la déclaration pour la rubrique 2915-2 est de 250L.

Il a été constaté qu'une seule machine est présente pour laquelle le volume maximal du circuit est estimé à 200L. L'activité concernée n'est donc plus visée par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'Environnement.

<p>Il y a lieu de considérer que les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 16 novembre 2021 sont respectées.</p> <p>Enfin, l'exploitant a indiqué par courriel du 28 avril que cette activité cesserait sur son établissement à compter du 30 mai 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Ressource en eau et en émulseur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/03/2011, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité en eau et en émulseur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose à minima de :une réserve d'eau constituée au minimum de 300 m³. Cette réserve est équipée en sortie d'une vanne manuelle actionnable en toutes circonstances,</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 poteaux incendie privés appartenant au même réseau maillé et délivrant, en fonctionnement simultané, les débits suivants : * 2 poteaux incendie de 102 m³/h chacun sous 1 bar, * poteau incendie de 78 m³/h sous 1 bar, - 1 poteau incendie privé, indépendant du réseau maillé des poteaux présentés ci-dessus , et délivrant au minimum 129 m³/h sous 1bar, [...] - d'un réseau sprinkler dans le bâtiment de production et de stockage de matières premières. Les têtes de sprinklage font office de détection incendie (déclenchement à une température supérieure à 68 °C). Le réseau de sprinklage est alimenté par 2 sources d'eau de 60 m³ et 1 200 m³ .Ce réseau doit être conforme aux normes NF 62 210 à 62 215 ou à la règle R1 de l'APSAD, [...] - alarme incendie pour l'ensemble du site, avec report d'alarme et télésurveillance, [...] - 4 réserves d'émulseurs de 1 m³ pouvant être mises à disposition des sapeurs pompiers : ces réserves devront être munies d'un dispositif permettant aux sapeurs pompiers d'utiliser cet émulseur, - une alarme sonore audible de tout l'établissement. <p>Arrêté préfectoral 22 juin 2022 mettant en demeure la société TREMOIS de respecter les dispositions des articles 7.5.3, 7.5.6.1 et 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2011 pour son établissement de LE CATEAU-CAMBRESIS</p> <p>Article 1er - Mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2011 relatives à la disponibilité des ressources en eau</p> <p>La société TREMOIS, exploitant une installation de fabrication d'accessoires automobile sis 2 rue Jean Monnet - route départementale 21 sur la commune de LE CATEAU-CAMBRESIS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2011 visé par le présent arrêté en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - disposant d'une réserve d'eau de 300 m³ utilisable en cas d'incendie dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ; - disposant de quatre réserves d'émulseurs de 1 m³ munies d'un dispositif permettant aux sapeurs

pompier d'utiliser cet émulseur dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, il a été constaté la présence de quatre grands récipients vrac d'émulseur au sein de l'établissement. Ils sont stockés dans un abris fermé accessible depuis l'extérieur, à distance du bâtiment principal pour être accessibles en cas de sinistre.</p> <p>Il a été constaté au jour de l'inspection que le bassin extérieur était endommagé. Des réparations étaient en cours suite aux constats effectués par l'exploitant en début d'année. Par courriel du 13 juin 2025, l'exploitant a transmis une photo du bassin après réparation. Un plan du bassin a été transmis le 26 juin 2025 mettant en évidence un volume d'eau disponible de 300 m³. Au regard de ces constats, il y a lieu de considérer que les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 juin 2022 sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/03/2011, article 7.5.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés ou tout autre dispositif équivalent (exemple : seuils au niveau des portes, quais, ...) avant rejet vers le milieu naturel et d'une capacité minimum de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 825 m³ pour la zone Barnum , - 2165 m³ pour la zone production. <p>La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs.</p> <p>Arrêté préfectoral 22 juin 2022 mettant en demeure la société TREMOIS de respecter les dispositions des articles 7.5.3, 7.5.6.1 et 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2011 pour son établissement de LE CATEAU-CAMBRESIS</p> <p>Article 2 - Mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.5.6.1 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2011 relatives au recueil des eaux d'extinction</p> <p>La société TREMOIS, exploitant une installation de fabrication d'accessoires automobile sis 2 rue Jean Monnet - route départementale 21 sur la commune de LE CATEAU-CAMBRESIS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.5.6.1 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2011 visé par le présent arrêté en disposant d'un dispositif permettant de recueillir et tamponner, pour les eaux d'extinction du bâtiment principal, un volume de 2165 m³ et pour les eaux d'extinction du bâtiment barnum, un volume de 825 m³ dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de ma</p>

notification du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le confinement des eaux d'extinction s'effectue au moyen des quais de chargement et de la mise en place de seuils.</p> <p>Par transmission du 27 juin 2025, les justificatifs du dimensionnement ont été transmis.</p> <p>Pour les quais ces éléments indiquent un volume total de 1338 m³ de confinement (485 m³ pour la zone 1, 134 m³ pour la zone 2, 705 m³ pour la zone 3 et 14m³ pour les caniveaux).</p> <p>Pour le bâtiment principal, un volume de 1 620 m³ est retenu, par mise en place de seuils au niveau des portes. Il est à noter que le plan d'urgence détaille les modalités de mise en œuvre de ces seuils.</p> <p>Ainsi, les capacités de confinement prévues par l'arrêté préfectoral sont assurés.</p> <p>Il est à noter que des capacités de confinement supplémentaires peuvent être mises en œuvre par fermeture de la vanne du bassin de récupération des eaux pluviales qui permettent un confinement supplémentaire dont le volume est estimé à de 450 m³.</p> <p>Il y a lieu de considérer que les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juin 2022 sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Dispositions constructives des batiments et locaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/03/2011, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives des bâtiments
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est composé des bâtiments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un bâtiment principal qui comporte : <p>*une cellule (logistique) abritant le stockage des matières premières et des éléments de conditionnement ainsi que des lignes de fabrication de moquette. La cellule est isolée de la cellule de production par un mur coupe-feu REI 120. La cellule de stockage dispose également de bureaux pour les caristes, d'un local de charge de batteries des chariots électriques et d'un local chimie.</p> <p>[...]</p> <p>Arrêté préfectoral du 22 juin 2022 mettant en demeure la société TREMOIS de respecter les dispositions des articles 7.5.3, 7.5.6.1 et 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2011 pour son établissement de LE CATEAU-CAMBRESIS</p> <p>Article 3 - Mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2011 relatives au recueil des eaux d'extinction</p> <p>La société TREMOIS, exploitant une installation de fabrication d'accessoires automobile sis 2 rue Jean Monnet - route départementale 21 sur la commune de LE CATEAU-CAMBRESIS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2011 visé</p>

<p>par le présent arrêté en justifiant formellement d'une caractéristique de résistance au feu REI 120 pour le mur du bâtiment principal séparant la zone de stockage de matières premières et la zone de fabrication de moquette, après travaux, dans un délai n'excédant pas 4 mois à compter de ma notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que des travaux ont été réalisés afin de colmater les trous qui avait été constatés lors de l'inspection précédente. L'exploitant a procédé à la mise en place de protections en zone basse pour prévenir une détérioration par les engins de manutention.</p> <p>Il y a lieu de considérer que les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juin 2022 sont respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 6 : Fiche de données sécurité

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Titre IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Information sur les substances chimiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>cf. titre IV du règlement</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été procédé par sondage à l'existence, la disponibilité et la mise en œuvre de la fiche de données de sécurité.</p> <p>Le produits retenus sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> le démolant ACMOSIL 37-5601 : la fiche de données de sécurité présentée est en date du 9 décembre 2022. La FDS présente la mention de danger H411 (toxique pour l'environnement aquatique entrainant des effets néfastes à long terme). La composition du produit est détaillée au chapitre 3. Les consignes de premiers secours sont détaillées au chapitre 4. En chapitre 7, sont indiqués les consignes de manipulation et stockage qui mentionnent notamment la nécessité d'une ventilation technique au poste de travail. Au niveau de la zone d'application du produit par projection d'aérosol, un extracteur d'air est installé afin de capter et rejeter l'air. En chapitre 8, les équipements de protection individuel sont listés. Le port des lunettes est rendu obligatoire si nécessaire. Compte tenu des mesures d'application par projection d'aérosol, ces protections sont nécessaires. Au niveau du poste de travail celles-ci n'étaient ni utilisées, ni mises à disposition pour ce produit. <u>Demande d'action corrective n°1 : il est demandé à l'exploitant de mettre à disposition des lunettes de protections adaptées pour les opérateurs utilisant le démolant ACMOSIL 37-5601 et de mettre en place des mesures organisationnelles permettant de s'assurer que le personnel concerné porte ces lunettes au poste de travail.</u> l'émulseur BIOEX ECOPOL : la fiche de données de sécurité présentée est en date du 22

octobre 2021. La FDS présente la mention de danger H318 (graves lésions aux yeux). La composition du produit est détaillée au chapitre 3. Les consignes de premiers secours sont détaillées au chapitre 4. En chapitre 7, sont indiqués les consignes de manipulation et stockage : ces dernières ne comportent pas de mentions particulières de type "stockage sous rétention" ou autres En chapitre 8, les équipements de protection individuel sont listés (lunettes et gants adaptés). Ces équipements font partis des équipements standard des équipes d'intervention du SDIS 59, qui seront les utilisateurs du produit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois